



**Evolution de la situation économique, financière et monétaire des
Comores au cours du 1^{er} semestre de l'année 2016**

SEPTEMBRE 2016



SOMMAIRE

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX	4
2 - SECTEUR EXTERIEUR	5
2.1 - La balance des paiements au 1^{er} semestre 2016	5
2.2 - Projections pour l'année 2016	6
3 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES.....	8
3.1 - Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2016	8
3.2 - Exécution du budget au 1er semestre 2016	9
3.2.1 - Les recettes	9
3.2.2 - Les dépenses	9
4 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE.....	11
4.1 - La masse monétaire	11
4.2 - Les contreparties	12
4.3 - Projections pour fin 2016	12
5 - CONDUITE DE LA POLITIQUE MONETAIRE.....	13
6 - PERSPECTIVES POUR LA FIN D'ANNEE 2016	14

Les projections du FMI¹ pour l'année 2016 sur la croissance mondiale s'orientent vers une stabilité de la croissance mondiale à 3,1% comme en 2015.

Dans un contexte marqué par l'amorce d'une remontée des cours du pétrole, les pays avancés affichent des prévisions à la baisse (1,8% en 2016, après 1,9% en 2015), notamment en raison du retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (*Brexit*) tandis que la croissance dans les pays émergents et en développement est prévue à 4,1% en 2016 contre 4,0% en 2015.

Aux Comores, l'activité économique au 1^{er} semestre 2016 est marquée par :

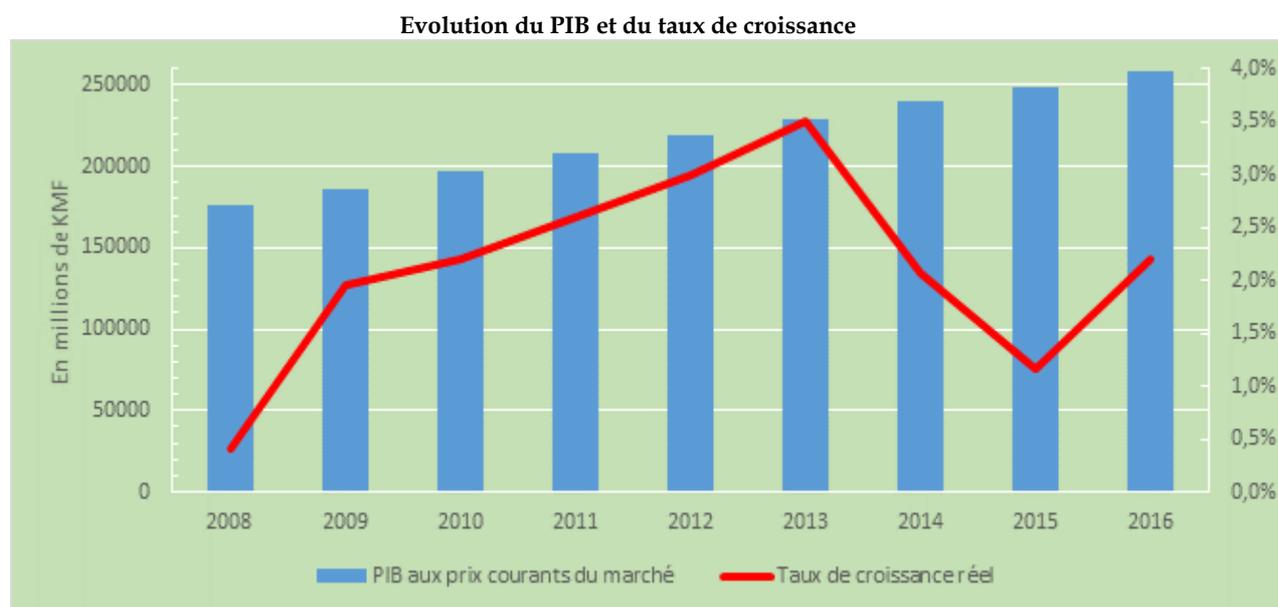
- o la tenue des élections du Président de l'Union et des Gouverneurs des îles,
- o une amélioration de la fourniture d'électricité, en relation notamment avec la subvention de l'Etat à l'entreprise publique de production de l'énergie.
- o la consolidation de la consommation intérieure privée,
- o le paiement régulier des salaires et pensions,
- o l'embellie observée sur le marché de la vanille, avec une forte remontée des cours mondiaux,
- o l'accroissement modéré de la masse monétaire, s'élevant à 115,8 milliards FC après 113,8 milliards FC à fin décembre 2015, soit une hausse de 1,8%, en relation avec l'accroissement du crédit intérieur.

¹ World Economic Outlook, mise à jour de juillet 2016

1 - EVOLUTION DU SECTEUR REEL ET DES PRIX

Au niveau du secteur réel, l'activité économique en début d'année est caractérisée notamment par une amélioration de la fourniture d'électricité par la société publique de production de l'énergie, qui bénéficie d'une subvention de l'Etat d'un montant de 3 milliards FC, correspondant à 6% du Pib, par le paiement régulier des salaires et pensions et par l'embellie observée sur le marché de la vanille, avec une forte remontée des cours mondiaux et une accélération de la demande intérieure, entraînant une hausse des prix aux producteurs.

Dans ce contexte, le taux de croissance du PIB réel est projeté à 2,2% pour 2016, après 1,0% observé en 2015.



Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

Cette croissance est soutenue par la demande intérieure, en particulier la consommation privée en liaison avec la consolidation des crédits à l'économie et des envois de fonds des comoriens non-résidents et le paiement régulier des salaires des fonctionnaires au cours du 1^{er} semestre.

Après une année 2015, marquée par un ralentissement de l'exécution du plan d'investissement public, une reprise de l'investissement, notamment public, est observée en 2016, notamment dans le domaine de l'énergie et des infrastructures routières.

Dans cette dynamique de reprise de l'activité économique, notamment de la consommation des ménages, le taux d'inflation s'est établi à 2,1% en moyenne annuelle, en hausse par rapport au deuxième semestre de l'année 2015.

Indice des prix à la consommation		<i>Année de base 1999</i>							
		2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015*	2016**
Taux d'inflation annuel	<i>(en %)</i>	4,9	3,8	1,8	6,3	1,6	1,4	1,3	2,1

Source : Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques (INSEED)

* Provisoires, ** de janvier à juin

2 - SECTEUR EXTERIEUR

2.1 – La balance des paiements au 1^{er} semestre 2016

Au 1^{er} semestre 2016, les estimations de la balance des paiements affichent une aggravation de 18% du déficit des transactions courantes, ressortant à près de 14,8 milliards FC contre un déficit 12,5 milliards FC au 1^{er} semestre 2015, en liaison avec la dégradation de la balance des services et la contraction de la rubrique des transferts courants.

Évolution des exportations des Comores aux premiers semestres					
Produits	Quantités (tonnes)		Valeurs FOB (millions FC)		Variation (valeur) 16 / 15 en %
	2015	2016*	2015	2016*	
Vanille	34	14	1 075	1 097	2,0
Girofle	203	237	391	509	30,1
Ylang-ylang	8	6	321	158	-50,6
Autres essences	-	-	-	-	-
Autres produits	6	-	168	-	-
Divers	448	1 053	1 180	773	-34,4
Total	698	1 310	3 135	2 538	-19,1

Source : Direction Générale des Douanes

**Chiffres provisoires*

En effet, la balance commerciale des biens affiche un déficit de 36,1 milliards FC contre un déficit de 40,7 milliards FC au 1^{er} semestre 2015, en liaison avec la contraction de 10,1% de la valeur FOB des importations, en dépit de la baisse de 21,1% de la valeur des exportations.

Les recettes d'exportation se sont élevées à 2,7 milliards FC au 1^{er} semestre 2016 contre 3,4 milliards FC au 1^{er} semestre 2015, malgré l'amélioration des exportations de vanille. Pour les autres produits de rente, des évolutions contrastées ont été enregistrées : le girofle, dont l'essentiel de l'exportation se déroule au 2nd semestre, a enregistré une hausse de 30,1% de la valeur exportée au 1^{er} semestre 2016 par rapport à la même période de l'année dernière, tandis que les essences d'ylang-ylang ont chuté de 50,6%.

En valeur FOB, les importations sont évaluées à 38,8 milliards FC au 1^{er} semestre 2016 contre 43,8 milliards FC au 1^{er} semestre 2015, en relation avec la baisse des biens alimentaires qui ont diminué de 7% en valeur et de 11% en volume. Cette baisse a concerné l'ensemble des biens importés, à l'exception des biens d'équipements, notamment les véhicules qui ont augmenté de 19% en valeur et de 11% en volume. La valeur des importations des produits pétroliers a été réduite de 28%, en liaison avec le niveau bas du cours du baril alors que les quantités ont augmenté de 9%.

Le compte des transferts courants, principal poste excédentaire de la balance des paiements, a fortement diminué, s'établissant à 24,2 milliards FC contre 28,2 milliards FC au 1^{er} semestre 2015, en liaison avec le repli des transferts publics, accompagné d'une contraction de 22,5% du solde positif des revenus, en liaison avec l'accroissement des flux débiteurs.

Evolution des importations des Comores aux premiers semestres					
Produits	Quantités (en tonnes)		Valeurs CAF (en millions FC)		Variat (%) 14/13 (valeur)
	2015	2016*	2015	2016*	
Riz	42 328	29 552	8 540	6 058	-29,1
Viande, poisson	7 179	7 287	3 800	3 841	+1,1
Farine	7 182	5 423	1 617	1 210	-25,2
Sucre	4 367	5 389	981	1 272	+29,6
Produits laitiers	2 365	2 280	1 292	1 192	-7,7
Autres produits alimentaires	5 901	12 006	1 605	3 058	+90,5
Produits pharma	115	123	374	481	+28,6
Tissus confection	610	671	278	297	+7,1
Produits pétroliers	27 255	29 714	8 946	6 436	-28,1
Ciment	60 326	53 169	2 886	2 237	-22,5
Véhicules	2 986	3 313	3 610	4 307	+19,3
Fer, fonte, acier	6 461	6 990	2 116	2 152	+1,7
Autres produits	36 449	26 420	15 131	13 233	-12,5
Total	203 523	182 339	51 178	45 775	-10,6

Source : Direction générale des douanes

* Chiffres provisoires

2.2 – Projections pour l'année 2016

Les premières estimations de la balance des paiements pour l'année 2016 font ressortir une détérioration du compte des transactions courantes, affichant un déficit de 8,9% du PIB.

EXTRAIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS DES COMORES (en millions FC)				
	S1 2015**	2015*	S1 2016**	2016***
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	-12 522	+1 557	-14 779	-23 012
1 BIENS	-40 684	-74 480	-36 053	-73 203
Crédit (Exportations FOB)	3 476	7 519	2 741	6 281
<i>Vanille</i>	1 075	1 087	1 097	
<i>Girofle</i>	391	3 057	509	
<i>Essences d'Ylang-ylang</i>	321	862	158	
<i>Autres (y compris les reventes d'hydrocarbures)</i>	1 689	2 106	977	
Débit (Importations FOB)	-43 160	-81 999	-38 794	-79 484
<i>Imports CAF Produits alimentaires</i>	8 946	29 417	6 436	
<i>Produits pétroliers</i>	3 610	17 873	4 307	
<i>Biens d'équipement</i>	5 280	7 911	4 686	
<i>Biens intermédiaires</i>	17 837	11 430	16 631	
<i>Autres</i>	15 505	28 105	13 714	
2 SERVICES	-1 834	457	-3 817	-7 696
Crédit	16 817	37 123	13 762	29 171
Débit	-20 895	-36 666	-17 579	-36 867
<i>Dont CAF</i>	-8 188	-25 305	-7 324	-15 871
3 REVENUS	1 098	1 708	853	1 653
Crédit	1547	2 461	1 584	2 384
Débit	-449	-753	-731	-731
4 TRANSFERTS COURANTS (NETS)	28 162	73 872	24 238	56 234
Administration publique	3 409	27 042	804	7 523
Secteur Privé	24 753	46 830	23 434	48 711

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

* Provisoires, ** Estimations, *** Projections

Cette détérioration s'explique notamment par la contraction du solde créditeur des « Transferts courants », suite à la baisse des transferts publics et en dépit de la consolidation des transferts privés. Par ailleurs, la balance des services afficherait à nouveau un solde déficitaire, l'année 2015 ayant été exceptionnelle avec l'encaissement de la vente d'une licence de télécommunication, tandis que la rubrique « Revenus » devrait se contracter légèrement, tout en demeurant excédentaire. En revanche, la balance commerciale devrait enregistrer une légère diminution de son déficit, en liaison avec la contraction attendue des importations.

3 - EVOLUTION DES FINANCES PUBLIQUES

3.1 - Les prévisions budgétaires de l'État pour l'année 2016

La loi de finances 2016 a été élaborée sur la base d'un taux de croissance de 2,2%, et d'une inflation de 2%. Les objectifs fixés par le Gouvernement portent sur la réduction significative du déficit primaire pour le ramener à 0,1% du PIB. Elle table sur :

- des recettes fiscales de 34,4 milliards FC, en augmentation de 12,4% par rapport à la réalisation de 2015,
- des recettes non fiscales à 13,9 milliards FC, en hausse de 0,7% par rapport à la réalisation de 2015,
- des recettes extérieures à 25,6 milliards FC dont 4 milliards FC d'aides budgétaires, en baisse de 35,2% par rapport à la réalisation de 2015,
- une masse salariale à 24,7 milliards FC, en hausse de 4,1% par rapport à la réalisation de 2015,
- des dépenses pour transferts à 8,9 milliards FC, en hausse de 29,3% rapport à la réalisation de 2015,
- des dépenses en capital à 27,9 milliards FC, en hausse de 36,7% par rapport à la réalisation de 2015, et dont 86,4% proviendraient des ressources extérieures.

Les principales modifications de la Loi des Finances rectificative sont reprises dans le tableau ci-dessous.

BUDGET GENERAL		(en millions FC)		
	LdFR 2015	LdF 2016	Projet de LdFR 2016	Ecart
Recettes fiscales	30 540	34 352	26 951	-7 401
Recettes non-fiscales	15 158	13 857	11 829	-2 028
Recettes exceptionnelles	0	0	0	0
Recettes externes	18 921	25 552	22 947	-2 605
Total des recettes	64 619	73 761	61 727	-12 034
Dépenses courantes	43 741	49 259	52 985	+3 726
Rémunération du personnel	24 026	24 693	26 444	+1 751
Biens et services	10 121	11 756	12 674	+918
Transferts	6 541	8 915	9 942	+1 027
Intérêts de la dette	642	636	682	+46
Dépenses courantes sur financement extérieur	2 411	3 259	3 243	-16
	25 336	33 118	34 656	+1 538
Dépenses en capital	4 389	3 787	5 174	+1 387
Sur financement propre	16 457	24 121	24 159	+38
Sur financement extérieur	0	0	0	0
Financées sur fonds de contrepartie	641	0	0	0
Dette publique	3 849	5 210	5 323	+113
Prêts				
Total des dépenses	69 077	82 377	87 641	+5 264
Solde Primaire	621	-942	-15 454	

Sources : Loi de Finances Rectificative 2015 et Loi de Finances 2016 et Projet de Loi de Finances Rectificative 2016

3.2 – Exécution du budget au 1er semestre 2016

Au 1^{er} semestre 2016, l'exécution du budget affiche une forte amélioration des recettes intérieures, en hausse de 25,1% par rapport à leur niveau observé au 1^{er} semestre 2015, tandis que les dépenses intérieures se sont accrues de 32,4%, accentuant le déficit primaire de 6,8 milliards FC à fin juin 2015 à 9,9 milliards FC à fin juin 2016.

3.2.1 - Les recettes

Projetées à 48,2 milliards FC pour l'année 2016, les recettes intérieures se sont élevées à 17,1 milliards FC à fin juin 2016, soit un taux de réalisation de 35,5% contre un taux de réalisation de 30,9% à la même période de l'année dernière.

Recettes budgétaires de l'État aux 1 ^{ers} semestres des années 2014 à 2016			
(en millions FC)	Juin 2014	Juin 2015	Juin 2016*
Recettes fiscales	14.692	11.260	14.888
Dont : Impôts sur les revenus et les bénéfices	3.542	2.570	3.497
TC et assimilées	2.998	2.570	2.631
Commerce international**	2.340	1.797	1.951
Droits d'accises	5.756	4.292	6.708
Recettes non-fiscales	3.760	2.419	2.231
Total des recettes	18.451	13.679	17.119

Sources : Ministère des finances, CREF

* Provisoires

** A partir de 2013, une nouvelle classification des recettes douanières a été mise en place, excluant désormais la Taxe à la Consommation et la patente à l'importation ainsi que l'acompte IBD payé à l'importation

Les recettes fiscales se sont élevées 14,9 milliards FC à fin juin 2016, en hausse de 32,2% par rapport à juin 2015, et représentent 43,3% de la prévision annuelle.

Comparées à l'année dernière, les grandes rubriques ont évolué comme suit : +36% pour l'impôt sur les revenus, +2,4% pour les taxes sur les biens et services, +8,6% pour les taxes sur le commerce international et +56,3% pour les droits d'accises.

Au niveau des recettes non fiscales, le montant recouvré à fin juin 2016 ne représente que 16,1% de la prévision annuelle, et s'affiche en baisse de 7,8% par rapport à la réalisation de juin 2015.

3.2.2 - Les dépenses

Dépenses budgétaires de l'Etat aux 1 ^{ers} semestres des années 2014 à 2016			
(en millions FC)	Juin 2014	Juin 2015	Juin 2016*
Dépenses courantes primaires	18.262	18.601	24.450
Traitements et salaires	10.748	11.563	12.553
Biens et services	5.316	4.393	8.037
Transferts	2.198	2.644	3.860
Dépenses en capital (fin. propre)	2.502	1.843	2.612
Total des dépenses intérieures	20.764	20.444	27.062

Sources : Estimations des services du FMI Ministère des finances, CREF

* Provisoires

A mi-parcours, les dépenses courantes ont été exécutées à hauteur de 53,5%, s'élevant à 24,5 milliards FC contre une prévision annuelle de 49,3 milliards FC.

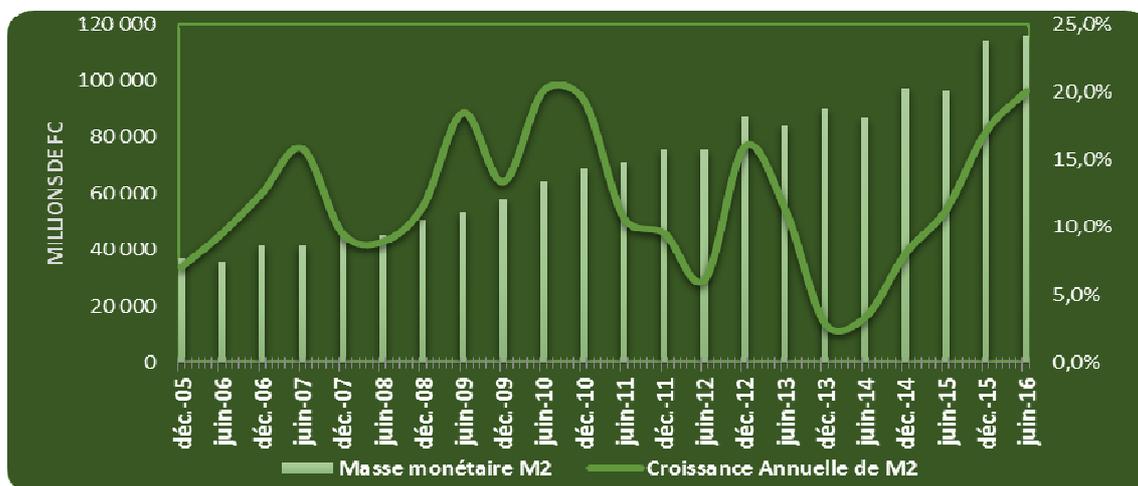
Par catégorie de dépenses, les évolutions suivantes ont été observées à fin juin 2016 :

- la masse salariale s'est élevée à 12,6 milliards FC contre 11,6 milliards FC à fin juin 2015, soit une hausse de 8,6%,
- les dépenses de biens et services, en cette année d'élection, ont poursuivi leur tendance haussière, s'élevant à 8 milliards FC contre une réalisation de 4,4 milliards FC à fin juin 2015, soit un accroissement de près de 83%,
- les transferts et subventions ont atteint 3,9 milliards FC contre une réalisation de 2,6 milliards FC à la même période de l'année dernière.
- les dépenses en capital financées sur ressources intérieures se sont élevées à 2,6 milliards FC, en hausse de 41,7% par rapport à juin 2015, et représentent 69% de la prévision annuelle.

4 - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE

A fin juin 2016, la masse monétaire a enregistré une faible progression, passant de 113,8 milliards FC en décembre 2015 à 115,8 milliards FC en juin 2016, soit une hausse de 1,8%.

Évolution de la masse monétaire et de son taux de croissance annuel



Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

4.1 - La masse monétaire

EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE	Encours (millions FC)					Variation (%) / Juin 2016	
	déc-14	juin-15	déc-15	juin-16	déc-16 (proj)	juin-15	déc-15
M1 / Moyens de paiements	62 252	59 997	76 379	76 110	79 260	26,86	-00,35
Circulation Fiduciaire hors BEF	24 693	22 810	30 387	28 645	28 545	25,58	-5,73
Dépôts à vue	37 560	37 188	45 992	47 465	50 715	27,64	3,20
Banque Centrale	1 008	740	2 039	2 881		289,10	41,31
Banques et Etablissements Financiers	36 552	36 447	43 953	44 584		22,33	01,44
M2 - M1 / Epargne Liquide	34 886	36 466	37 380	39 720	40 472	8,92	6,26
M2 / Masse Monétaire	97 139	96 464	113 759	115 830	119 732	20,08	1,82

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

A fin juin 2016, l'agrégat « **M1-Moyens de paiements** » a atteint 76,1 milliards FC, en baisse de 0,3% par rapport à fin décembre 2015 contre une hausse de 11% à la même période de l'année précédente. Cette quasi-stagnation résulte du recul de 6% de la circulation fiduciaire qui s'est élevée à 28,6 milliards FC à fin juin 2016 contre 30,4 milliards FC en décembre 2015.

En revanche, les dépôts à vue se sont inscrits en légère hausse de 3% par rapport à décembre 2015, s'établissant à 47,4 milliards FC à fin juin 2016 contre 46 milliards FC en décembre 2015, en raison essentiellement de la faible augmentation des dépôts de la clientèle auprès des établissements bancaires (+1%).

L'agrégat « **M2 - M1, Épargne liquide** » a atteint 39,7 milliards FC en juin 2016 contre 36,5 milliards FC en juin 2015, après près de 37,4 milliards FC en décembre 2015, représentant respectivement une hausse de 9% et 6%.

4.2 - Les contreparties

A fin juin 2016, les **avoirs extérieurs nets** se sont élevés à 68,7 milliards FC contre 79,4 milliards FC en décembre 2015, soit une forte baisse de 13,5%. Cette évolution s'observe aussi bien au niveau des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (qui sont passés de 77,5 milliards FC à 68 milliards FC entre décembre 2015 et juin 2016) et qu'au niveau des banques et établissements financiers (dont la position extérieure nette est passée sur la même période de 1,8 milliard FC à 0,6 milliard FC).

Le **crédit intérieur** a atteint 77,4 milliards FC, en hausse de 20% par rapport à décembre 2015.

Cette évolution est liée à celle des créances nettes à l'Administration Centrale, qui sont passées d'une position débitrice de 4,3 milliard FC à une position excédentaire de 5 milliards FC entre décembre 2015 et juin 2016. Cette situation s'explique par la baisse des dépôts de l'Etat, de 16,3 milliards FC en décembre 2015 à 8,5 milliards FC en juin 2016, et dans une moindre mesure par l'augmentation des créances brutes, dont l'encours est passé 12,1 milliards FC en décembre 2015 à 13,4 milliards FC en juin 2016.

Par ailleurs, le crédit au secteur privé s'est consolidé également, s'élevant à 72,4 milliards FC à fin juin 2016 après 68,7 milliards FC et 59,1 milliards FC respectivement en décembre 2015 et décembre 2014. Ces crédits ont été orientés pour 45,7% aux entreprises privées et pour 47,3% aux particuliers.

EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE M2	Encours (millions FC)					Variation (%) / Juin 2016	
	déc-14	juin-15	déc-15	juin-16	déc-16 (proj)	juin-15	déc-15
AVOIRS EXTERIEURS (NETS)	57 566	47 111	79 363	68 668	71 413	45,76	-13,48
Banque Centrale des Comores	56 996	47 789	77 525	68 043		42,38	-12,23
Banques et Etablissements Financiers	570	-678	1 837	625		-192,15	-65,98
CREDIT INTERIEUR	67 525	76 027	64 417	77 350	78 537	1,74	20,08
Créances nettes sur l'Administration Centrale	8 457	10 673	-4 264	4 999	3 533	-53,17	-217,24
Créances brutes (sur l'Administration Centrale)	16 203	17 134	12 062	13 480		-21,33	11,75
Dépôts (de l'Administration Centrale)	7 746	6 460	16 325	8 481		31,28	-48,05
Crédits à l'économie	59 068	65 354	68 680	72 351	75 005	10,71	05,34
Autres Sociétés Financières	21	20	0	0		-100,00	-
Adm. États Fédérés et Locales	166	140	110	0		-99,81	-99,76
Sociétés Non Financières Publiques	861	859	797	421		-51,05	-47,22
Autres Sociétés Non Financières	30 743	33 038	35 094	35 315		6,89	0,63
Autres Secteurs Résidents	27 277	31 297	32 679	36 615		16,99	12,05
AUTRES POSTES NETS	-27 953	-26 674	-30 020	-30 187	-30 219	13,17	0,56
Total des Contreparties	97 139	96 464	113 759	115 830	119 732	20,08	1,82

Source : Banque Centrale des Comores, DEEMF

4.3 - Projections pour fin 2016

La masse monétaire augmenterait de 5,2% pour atteindre 119,7 milliards FC en fin d'année, soutenue essentiellement par le crédit intérieur, plus particulièrement les crédits à l'économie, les avoirs extérieurs nets devant se contracter légèrement.

5 – CONDUITE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

La Banque Centrale des Comores dispose de trois instruments de régulation de la liquidité de l'économie et du niveau des réserves de change :

- les taux d'intérêt,
- les réserves obligatoires,
- les plafonds de refinancement.

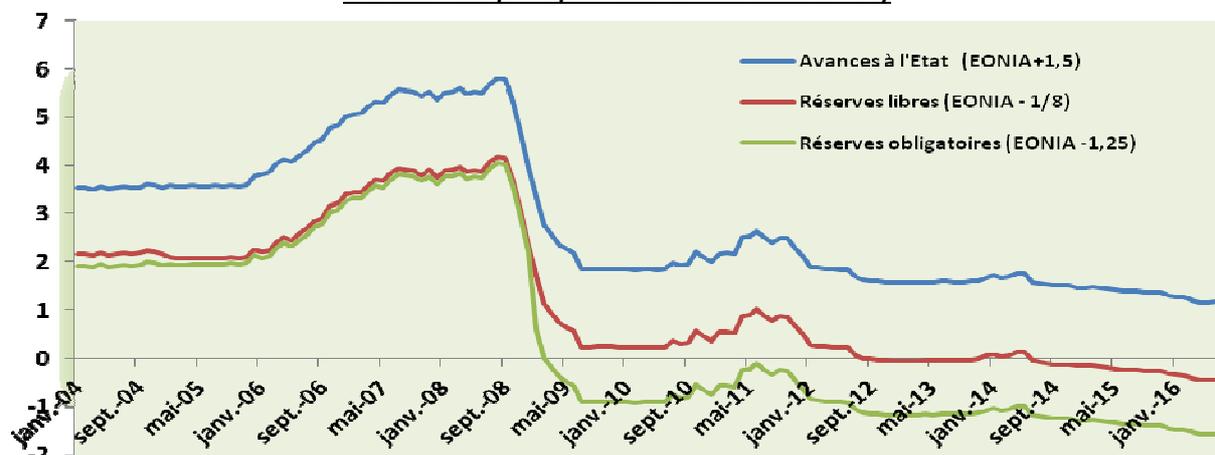
Seul l'instrument relatif au taux de constitution des réserves obligatoires est utilisé, sa détermination tenant compte de la conjoncture économique internationale et nationale et de l'analyse de l'évolution des prix.

En janvier 2014, le Conseil d'Administration de la BCC a abaissé le taux de constitution des réserves obligatoires de 20% à 15% et le maintient à ce niveau depuis, considérant le contexte caractérisé par un ralentissement de la croissance (1,0% en 2015 et 2,1% en 2014 après 3,5% en 2013 et 3,0% en 2012), et par l'évolution contenue du taux d'inflation (1,3% en 2015, 1,5% en 2014, 1,6% en 2013).

Ce niveau a permis d'améliorer progressivement la liquidité du secteur bancaire, qui affiche au 1^{er} semestre 2016 une moyenne de 3,8 milliards FC de réserves, répartis équitablement entre dépôts obligatoires et excédents de réserves contre des moyennes de 3,3 milliards FC au 1^{er} semestre 2015 (répartis à 1,6 milliard FC et à 1,7 milliard FC respectivement) et de 2,7 milliards FC au 1^{er} semestre 2014 (répartis à 1,5 milliard FC et à 1,2 milliard FC respectivement).

Par ailleurs, au niveau des taux de la Banque centrale, leur structure n'a pas été modifiée, avec le maintien de l'indexation au taux du marché interbancaire de la BCE (EONIA²).

Evolution des principaux taux d'intérêt de la BCC)



Source : BCC, DEEMF

Toutefois, la BCC a lancé un vaste chantier de réformes pour la conduite de sa politique monétaire, avec la volonté de procéder courant 2017 à des émissions de bons. Le taux de ces bons permettra de donner un taux du marché plus conforme à la réalité économique du pays, qui sera conforté également par la détermination des taux de l'usure sur les différents types de crédit.

² Euro Overnight Index Average (EONIA) : taux calculé par la BCE et diffusé par la FBE (Fédération Bancaire de l'Union Européenne). Il résulte de la moyenne pondérée de toutes les transactions au jour le jour de prêts non garantis réalisées par les banques retenues pour le calcul de l'euribor.

6 – PERSPECTIVES POUR LA FIN D'ANNEE 2016

En raison des facteurs favorables observés au 1^{er} semestre écoulé, notamment l'amélioration de la production et la fourniture de l'électricité, et des perspectives de fin d'année également favorables, notamment la reprise des activités du bâtiment et des travaux publics, le taux de croissance du Pib est projeté à 2,2%, dans un contexte de maîtrise des prix, le taux d'inflation étant contenu à 2,2%, sous la norme de 3%.

Dans le domaine des finances publiques, les nouvelles Autorités affichent une volonté de contenir les dépenses, notamment par une réduction de la masse salariale et d'améliorer les recettes intérieures, conformément aux orientations qui seront incluses dans le programme de référence, SMP, en cours de négociation avec le FMI.

Au niveau du secteur extérieur, l'excédent du compte des transactions courantes de la Balance des paiements observé en 2015 grâce aux dons extérieurs devrait être résorbé en 2016. Le compte courant affichera un déficit d'environ 9% du PIB, en relation avec la contraction attendue des « Transferts courants », résultant d'une projection baissière des transferts publics, et en dépit d'une diminution du déficit commercial, en liaison avec la tendance baissière observée au niveau des importations.

La masse monétaire augmenterait de 5,2% pour atteindre 119,7 milliards FC en fin d'année, soutenue essentiellement par le crédit intérieur, plus particulièrement les crédits à l'économie, les avoirs extérieurs nets devant se contracter légèrement.

Au niveau de la politique monétaire, le Conseil d'Administration de la BCC a décidé, lors de sa dernière réunion qui s'est tenue à Paris le 11 juillet 2016, de maintenir le niveau des réserves obligatoires à 15%, compte tenu des perspectives de croissance modérée, de l'anticipation d'une inflation maîtrisée (2,2% en moyenne) et de la stabilité de la liquidité bancaire.
